

Adresse de *Solidaires Finances Publiques 31* aux cadres de la DRFiP 31 en réunion à Carbonne

Cher-e collègue,

L'an dernier déjà, nous vous avons remis un document à l'entrée de la réunion des cadres. Nous venons à nouveau à votre rencontre avec ce texte court, mais qui renvoie à toute l'activité de *Solidaires Finances Publiques 31* que vous connaissez par nos messages mensuels « tous agents » et notre site local <https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/>

Nous souhaitons ce jour vous sensibiliser, sereinement mais franchement, sur des sujets sur lesquels nous avons beaucoup d'attentes et d'exigences.

Nous pensons que, par vos positions de cadres, vous êtes en « première ligne » pour ressentir les difficultés lourdes des services, mais aussi le désarroi des agent-e-s qui subissent une situation qui ne cesse de se dégrader année après année à la DGFIP.

Nous formulons le souhait, que nous n'avons de cesse d'exprimer à toute occasion, de voir notre hiérarchie, à sa place certes avec les obligations qui sont les siennes mais avec leur qualité de fonctionnaires, exprimer une parole offensive pour faire entendre au gouvernement et à notre administration qu'il y a urgence à un changement de cap, tant pour les usagers et les collectivités que pour les agent-e-s publics.

Dans une période politique toute particulière (passage en force gouvernemental sur les retraites malgré une mobilisation historique, « cent jours » pour une « nouvelle » méthode gouvernementale, publication du COM à la DGFIP,...), la liste est longue de nos préoccupations, avec, sans être exhaustifs :

- une casse du réseau de proximité inouïe, une démétropolisation idéologique et incohérente et une industrialisation néfaste de nos métiers et missions... la mise en œuvre d'usines à gaz « métiers », une réduction massive de l'accueil du public, une absence de transparence et de visibilité sur les projets.
- la situation catastrophique des emplois dans notre administration avec, pour la Haute-Garonne, un ciblage massif ces dernières années et celles à venir et en « double peine », des postes vacants en grand nombre.
- des tensions inédites dans les services et qui ne font que se dégrader au fil du temps dégradant, nos conditions de vie au travail ainsi que le service aux usagers...
- la réponse très largement insuffisante du gouvernement à la nécessité urgente d'augmenter massivement le point d'indice des agent-e-s publics, l'ouverture de négociations indemnitaires à la DGFIP sans doute sur des bases minimalistes, voire régressives et l'absence de reconnaissance de notre investissement via salaires et primes et guère plus avec des plans de qualifications qui ne sont pas à la hauteur.

Pour notre part, dans une situation politique et sociale difficile, nous nous efforçons de ne rien lâcher. Notre priorité, au-delà de nos interventions et analyses, est d'abord d'agir avec les personnels sur tous les terrains où des batailles sont à mener et elles ne manquent pas. Dans le même temps de contribuer à une information la plus large des personnels, ce que nous faisons à travers nos compte-rendus et publications : <https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/>



Au-delà de notre militantisme de terrain et du quotidien pour relayer nos revendications et les aspirations de tous les personnels, nous pensons nécessaire de souligner quelques sujets qui sont au cœur des préoccupations des agent-e-s de toutes catégories :

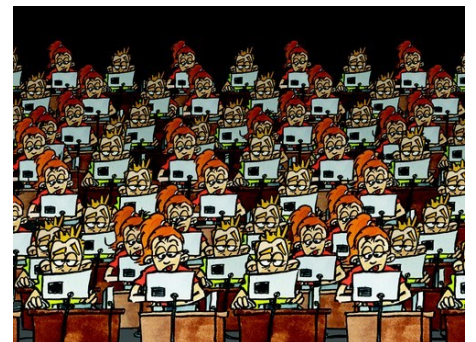
Nous exigeons notre dû : inflation galopante, dégradation du pouvoir d'achat, perspectives de carrières et de promotion, régimes indemnitaires,... nous constatons sur tous ces sujets que les arbitrages envers les fonctionnaires et les agent-e-s de la DGFIP ne sont pas à la hauteur. C'est une marque de mépris lourde pour celles et ceux qui assument les missions de service public pour l'intérêt général. Quand gouvernement, ministères et administrations s'interrogent sur le manque « d'attractivité » de nos métiers, il nous semble que c'est une problématique incontournable qui leur crève les yeux !



Nous méritons la transparence : force est de constater que, nationalement comme localement, notre administration avance sur quantité de dossiers structurants sans informer les syndicats et les personnels et, par conséquent, sans en discuter réellement. Là aussi c'est un signal de mépris envers tous les personnels. Du COM, aux dossiers métiers et d'évolution des services, notre Direction doit à ses personnels, et à ses cadres, de la visibilité préalable. Les exemples sont nombreux : structuration du « SIP de demain », évolution du bloc des professionnels, structuration des services CF, missions des SGC, mise en place

des SFACT et CGF, évolution des services de Direction, dossier du recouvrement et déclinaison locale, la nouvelle RGP, priorité Amendes annoncée, missions foncières,... Sur tous les sujets nous avons une demande d'impératif de méthode avec une exigence formulée envers la Direction de présentation exhaustive des calendriers et des pistes de travail sur toutes ces missions et structures. Le contre-exemple manifeste est l'actualité des SPF, soit la destruction annoncée du SPF de Toulouse, découverte au hasard d'un document « tombé du camion » : voir notre tract au lien suivant <https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/368-special-spf-massacre-a-toulouse.html>

Nous aspirons à retrouver du « sens au travail » : si les services « tiennent » face aux difficultés, ce n'est que grâce à l'implication et au sens du service public des agent-e-s et de l'encadrement. Cette dynamique vertueuse, point fort et historique de notre administration, trouve ses limites depuis quelque temps avec un découragement des plus ancien-e-s et des nouvelles et nouveaux qui ne voient pas quel intérêt leur travail peut leur procurer. Cette dégradation ne cesse de nous inquiéter : charges de travail, urgences perpétuelles, perte de sens du travail, travail routinier et par listes, applications informatiques défaillantes, départ de « sachant-e-s » ou encore gestion du télétravail génèrent de multiples tensions dans les services.



Nous n'avons eu de cesse de mettre en avant ces questions et nous savons, en soulignant vos difficultés, que l'encadrement est au cœur de ces problématiques. Nous attirons votre attention sur la nécessité absolue de privilégier le collectif et le soutien des agent-e-s. Nous renouvelons nos demandes, soulignées localement dans les travaux menés avec l'ANACT sur le télétravail, pour que s'établisse un dialogue permanent, via notamment des réunions de services. Ce ne sera pas sans doute pas suffisant pour garantir au mieux le « sens perdu du travail », mais cela peut y contribuer et, à minima, permettra de « mieux vivre le travail ».

Nous renouvelons nos inquiétudes sur l'évolution du profil managérial en cours et l'impact d'une évaluation « en mode concurrence » qui se préfigure pour les cadres. Nous renouvelons aussi notre exigence de renforcement, de soutien et de reconnaissance des encadrements (adjoint-e-s) des services au regard de l'évolution de leur rôle, des charges de travail et des besoins de soutien.

Une nouvelle fois, nous vous le disons : Nous avons besoin de vous ! Exprimez, avec nous, le malaise de notre administration ! Exprimez, avec nous, vos attentes pour un meilleur service public dans l'intérêt général.

Avec toutes nos salutations militantes.

Le bureau de section de *Solidaires Finances Publiques* 31